



QUAND ÇA BLOQUE LA DGFIP DÉBLOQUE



18 MAI 2018

A lors que les actions se multiplient un peu partout dans les services pour faire de la campagne IR un temps fort de revendication et d'expression du mécontentement des agents en matière d'emplois, d'exercice des missions et de conditions de travail, la Direction Générale semble avoir choisi de durcir le ton et de faire dans l'intimidation sans doute dans l'espoir d'éviter la contagion.

Ainsi plusieurs collègues ayant participé, à l'appel des organisations syndicales, à des piquets devant les centres des finances publiques ont été recensés et ont eu la surprise de recevoir une lettre de menace personnalisée laissant entendre qu'au-delà de la fameuse retenue du trentième indivisible pourrait s'engager au cas par cas des procédures disciplinaires.

C'est notamment le cas des agents grévistes des sites Michel Lecomte et de la rue d'Uzès à Paris. Ce sont ainsi 120 agents qui se sont invités à la Direction locale le 3 mai dernier pour exiger le retrait de ces lettres qui, paraît-il, n'ont pour but que de les informer.

Dans le Nord, les collègues grévistes occupant le centre d'encaissement, y compris la nuit, ont eu la désagréable surprise de voir débarquer le Directeur régional accompagné d'un huissier à l'heure de l'apéro 4 jours de suite pour leur remettre en main propre le même courrier.

Ailleurs ce sont des approches plus subtiles et moins visibles d'intimidation qui ont été privilégiées.

Répondre par la menace aux personnels qui crient leur ras-le-bol, dénoncent les conditions d'exercice des missions et la dégradation continue de leurs conditions de travail, il fallait oser ! C'est fait !

Il y a décidément quelque chose de pourri au royaume de la DGFIP.

C'est en tout cas le signe indubitable que cette campagne dérange en rendant visible, en particulier dans la presse régionale, la dégradation du service public et le malaise des agents de la DGFIP. Il convient donc de la poursuivre et de l'amplifier en étant **massivement en grève le 22 mai prochain.**

F.O.-DGFIP apporte son soutien plein et entier à tous les collègues qui participent à la mobilisation sur l'ensemble du territoire et demande solennellement à la DGFIP de renoncer à ces méthodes d'un autre âge. La Direction Générale doit répondre aux revendications des personnels, pas faire la chasse aux grévistes.

Tous ensemble continuons de dénoncer la situation des postes, des services et des conditions de travail.

Tous ensemble continuons à refuser le démantèlement de notre administration dans le cadre du programme Action Publique 2022.

Tous ensemble continuons d'exiger :

- ➔ **Le maintien de toutes nos missions et l'attribution des moyens humains et techniques le permettant.**
- ➔ **L'amélioration de nos conditions de travail**
- ➔ **Un vrai bilan des réformes et de leur impact sur les conditions de travail et la qualité de service**
- ➔ **L'arrêt des suppressions d'emplois**
- ➔ **La reconnaissance concrète de nos qualifications**